



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6 avenue Général de Gaulle
CS90254
43009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

JM POLYMERS

Z.I. Chambaud
43620 Saint-Romain-Lachalm

Références : UiD4243-EAR-26-99
Code AIOT : 0016500033

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement JM POLYMERS implanté Z.I. Chambaud 43620 Saint-Romain-Lachalm. L'inspection a été annoncée le 17/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JM POLYMERS
- Z.I. Chambaud 43620 Saint-Romain-Lachalm
- Code AIOT : 0016500033
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

JM POLYMERS est spécialisée dans la fabrication de compounds et additifs chargés avec des

matières minérales, le carbonate de calcium et le talc. Cette adjonction de matières minérales permet d'utiliser moins de polymères dans les produits finis issus de la plasturgie, tout en améliorant leurs propriétés mécaniques.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le projet de hangar de stockage porté à la connaissance du préfet de Haute-Loire le 4 août 2025

n'avait pas été mis en œuvre au jour de la visite.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 17/02/2026, article D.541-362	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 17/02/2026, article D.541-364	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Défense incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
3	Défense incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	Sans objet
4	Prévention perte granulés	Code de l'environnement du 17/02/2026, article D.541-361	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit faire réaliser une analyse d'eaux pluviales. Cette échéance annuelle doit être respectée.

Il doit réaliser un affichage sur les lieux susceptibles de présenter un risque d'épandage de granulés plastiques afin de sensibiliser et former le personnel et les tiers intervenant sur le site à cet enjeu.

Il doit afficher sur son site internet une synthèse du rapport d'audit des procédures relatives à la prévention de la dispersion des granulés plastiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : (...) Les eaux pluviales rejetées respectent les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 5,5 < pH < 8,5- MES < 100 mg/l- Hydrocarbures < 10 mg/l- DCO < 300 mg/l- DBO5 < 100 mg/l
Constats : L'exploitant a présenté un rapport d'analyse d'eaux pluviales daté de décembre 2021. Tous les paramètres étaient conformes à la prescription ci-dessus. Néanmoins, il est rappelé à l'exploitant qu'une analyse d'eaux pluviales doit être réalisée au moins une fois par an.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 3 mois, l'exploitant fera réaliser une analyse d'eaux pluviales dont il transmettra les résultats à l'inspection. Dans le cas où les valeurs limites d'émission ne soient pas respectées, l'exploitant transmettra également un plan d'action décrivant les mesures correctives à mettre en œuvre pour que les valeurs limites d'émission soient conformes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinctions sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;- de robinets d'incendie armé (RIA). Ils sont répartis dans le local abritant l'installation en fonction de ses dimensions et sont situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer

<p>puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées ; (...) Le personnel est formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, par échantillonnage, il a été constaté la présence d'extincteurs et de RIA. Ces matériels étaient visibles, accessibles et semblaient en bon état.</p> <p>L'exploitant a présenté des feuilles d'émargement et des certificats de réalisation relatifs à la formation du personnel à l'utilisation des moyens de secours et d'incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place.(...) Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites à donner à ces vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les derniers rapports de vérification des extincteurs et des RIA datés du 20 mars 2025. Ces rapports ne faisaient mention d'aucune non-conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Prévention perte granulés

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/02/2026, article D.541-361</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Equipements de prévention de rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, par échantillonnage, il a été constaté la présence de panier de récupération de granulés plastiques au sein des exutoires d'eaux pluviales. Ces paniers semblaient être correctement dimensionnés par rapport aux exutoires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/02/2026, article D.541-362</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédures</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs ; f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ; g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté une procédure relative à la prévention de dispersion des granulés de plastiques reprenant les items ci-dessus.</p> <p>Lors de la visite, il a toutefois été constaté l'absence d'affichage de sensibilisation aux abords de la zone de dépotage des silos et de la zone de déchargement de palettes des granulés (matières premières).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant devra mettre en place un affichage afin de former et sensibiliser le personnel et les tiers intervenant sur le site, notamment au niveau de l'aire de dépotage des silos et de l'aire de déchargement des palettes de granulés. Il devra placer, près de ces affichages, du matériel permettant de procéder à la récupération des granulés éventuellement</p>

répandus (balai, pelle, poubelle...).
Il devra transmettre à l'inspection la preuve de la mise en place de cet affichage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Audits des procédures par un organisme accrédité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/02/2026, article D.541-364
Thème(s) : Risques chroniques, Audit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362 sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai d'un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans par un organisme certificateur indépendant de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le COFRAC, ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un certificat d'audit réalisé par l'Apave et daté du 17 avril 2025.</p> <p>Néanmoins, la synthèse de ce rapport n'est pas visible sur le site internet de l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai d'1 mois, l'exploitant devra mettre à disposition du public, sur son site internet, une synthèse du rapport d'audit cité dans le constat. Cette synthèse devra être mise à jour à chaque nouvel audit.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection l'url permettant d'avoir accès à cette synthèse.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois